

## La face rebelle de la France

Par François Koch, Anne Vidalie, Olivier Saretta, publié le 02/04/2009 15:36 - mis à jour le 02/04/2009 15:36

**Descendre dans la rue ne leur suffit plus. Salariés ou étudiants, enseignants ou ouvriers, victimes de plans sociaux ou activistes anti-Otan, ils sont prêts à désobéir, à braver la loi pour défendre leurs causes. Enquête sur les nouveaux contestataires.**

Le temps est à l'orage en ce début de printemps. Entre croissance plombée, emploi déprimé et pouvoir d'achat anémié, l'espoir en des jours meilleurs se fait ténu. Le 19 mars, les Français sont descendus dans les rues pour clamer leur colère -1,2 million selon la police, 3 millions d'après la CGT. Les remèdes anticrise du gouvernement? Ils n'y croient pas. Les pistes esquissées par le PS? Ils s'en défont. Les revendications des syndicats? Ils n'ont plus la foi. Surtout les jeunes, abonnés aux stages sous-payés, aux jobs précaires et au chômage intermittent. Quant aux réformes engagées, elles sont battues en brèche dans les universités, les hôpitaux, les tribunaux, les écoles. "L'impatience sociale qui se manifeste risque de se radicaliser, car les gens ont l'impression d'être dans l'impasse", analyse François Miquet-Marty, directeur associé de l'institut d'études et de sondages Viavoice.



Jean-Paul Pelissier/REUTERS

19,5% des fonctionnaires étaient en grève jeudi 19 mars à la mi-journée, contre plus de 23% à la même heure le 29 janvier, a annoncé le ministère de la Fonction publique.

Cette météo politique et sociale est propice à l'émergence ou à la renaissance d'acteurs et de mouvements qui refusent d'emprunter les sentiers balisés de la contestation officielle. Des femmes et des hommes que n'effraient pas la désobéissance civile et l'illégalité. Les 3 et 4 avril, beaucoup de ces nouveaux contestataires - à commencer par les plus radicaux - se retrouveront à Strasbourg pour manifester contre l'Otan. C'est la France rebelle.

### Ceux qui prennent ce qu'on leur refuse

"C'est pas à nous de payer leur crise! Ils nous carottent, carottons-les!" scande Leïla Chaïbi, 26 ans, en brandissant le légume préféré des lapins. Le 28 février, elle investit un supermarché Champion de la place d'Italie, à Paris, avec une vingtaine de manifestants du comité l'Appel et la pioche, lancé en septembre 2008. Objectif de ces actions coups de poing organisées une fois par mois: se servir dans les rayons et improviser un **pique-nique en guise de protestation contre les marges de la grande distribution.** La méthode: une poignée d'adhérents et un gros fichier de contacts alertés au coup par coup, par mail ou SMS. Titulaire d'un mastère en communication et militante du Nouveau Parti anticapitaliste d'Olivier Besancenot, Leïla jette aux orties le militantisme classique des vieux trotskistes. Elle veut allier l'efficacité et la fête, quitte à franchir les limites de la légalité.



②

P. Kovarik/afp

Le 29 janvier, le pays est touché par une grève générale appelée par les syndicats. Plusieurs centaines de milliers de manifestants descendent dans la rue pour protester contre la politique de Nicolas Sarkozy. Ici, à Paris.

La jeune femme mène un autre combat: contre les "bailleurs voyous" et les loyers exorbitants, celui-là. Elle fait partie des fondateurs du collectif Jeudi noir, créé en 2006 pour dénoncer le mal-logement - un noyau dur d'une trentaine de personnes capables de mobiliser, elles aussi, des milliers de sympathisants. Ce samedi matin, Leïla a troqué son patronyme contre celui de Pauline Chaulet, jeune attachée de presse bien élevée qui gagne 3000 euros mensuels. La locataire idéale pour le propriétaire du petit appartement parisien (20 m<sup>2</sup>, 690 euros mensuels), à deux pas des Invalides, où elle a rendez-vous. Mais Pauline-Leïla est venue avec deux douzaines d'amis emperruqués. A peine le maître des lieux a-t-il ouvert la porte que la joyeuse bande s'engouffre. Les confettis pleuvent, le mousseux coule à flots. Une coupe à la main, le propriétaire confie qu'il "comprend ces jeunes". Vingt minutes et un coup de balai plus tard, les intrus s'en vont.

Les militants de Jeudi noir appliquent également la stratégie dite "RPR" - "**Réquisitionner, préempter, reloger**". Explication de Julien Bayou, 28 ans, cofondateur de Jeudi noir: "On investit des locaux inoccupés et on profite du délai ouvert par la procédure judiciaire pour faire bouger les choses." Avec plus ou moins de bonheur. Et pas mal d'amertume. "On est gentil, on fait des propositions raisonnables, mais rien ne bouge, admet Julien. C'est désespérant... Si, un de ces jours, des cocktails Molotov explosent dans les rues, ce ne sera pas nous, mais on comprendra. Le malaise est tel qu'il suffit d'une allumette..."

### Ceux qui désobéissent



Place Pigalle, le 28 février. Le Collectif des déboulonneurs, créé en 2005 et présent dans 13 villes, revendique sa 34<sup>e</sup> opération parisienne de barbouillage. Plusieurs dizaines d'activistes inscrivent des slogans hostiles à la publicité sur de grands panneaux - "Vitrine du mensonge", "Légitime réponse", "Violence économique". C'est interdit, mais ils s'en fichent. Les six manifestants arrêtés ce jour-là passeront vingt heures en garde à vue. Une première.

A Calais, les 200 adhérents de l'association Salam bravent, eux aussi, la loi, mais autrement: en

3

épaulant les migrants sans papiers, ils piétinent l'article L 622.1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers, qui punit de cinq ans de prison l'aide aux clandestins. Une réalité que découvre Simon, le maître nageur incarné par Vincent Lindon dans Welcome, le film de Philippe Lioret, quand il porte secours à un jeune réfugié kurde. Le sujet passionne les Français: après deux semaines d'exploitation, Welcome totalisait déjà 594 000 entrées.

La **désobéissance civile** fait des émules dans les rangs de l'Education nationale, comme en témoigne l'appel à la rébellion publié le 3 décembre 2008 sur le blog Résistance pédagogique pour l'avenir de l'école. "Nous invitons les enseignants à entrer en résistance ouverte en faisant connaître, par le biais de lettres individuelles et/ou collectives à leur hiérarchie, leur refus de collaborer au démantèlement de l'Education nationale, y compris par la désobéissance pédagogique ciblée." Dans le collimateur des profs signataires: les nouveaux programmes scolaires et le dispositif d'aide personnalisée aux élèves, entré en vigueur à la rentrée 2008. Bref, les réformes de Xavier Darcos, leur ministre de tutelle. Quatre mois plus tard, ils sont 2700 à s'afficher comme "désobéisseurs".

"Notre objectif est de créer un rapport de force suffisant pour aboutir à un changement de politique radical", explique Alain Refalo, 45 ans, instituteur à Colomiers (Haute-Garonne). Il est le premier à être entré officiellement en désobéissance, par le biais d'une lettre adressée à son inspecteur. Intitulé de la missive: "En conscience, je refuse d'obéir!".

Autre motif de colère: Base Elèves, le répertoire national d'immatriculation des élèves. La pétition lancée, fin novembre, par le Collectif national de résistance à Base Elèves appelle au boycott de ce dispositif, assimilé au "**fichage des mineurs**", et exige "la destruction de toutes les données déjà collectées"; 185 directeurs et directrices l'ont signée.

### **Ceux qui s'en prennent aux patrons**

Dans les entreprises aussi, la température grimpe. Confrontés aux suppressions d'emplois ou aux arrêts de production, les salariés montent au front. Disent non à la fatalité, quitte à piétiner la loi. "Les cas de violence, verbale ou physique, se multiplient", s'inquiète Jean-Claude Delgenes, patron du cabinet d'expertise sociale Technologia.

A Pontonx-sur-l'Adour (Landes), le PDG de Sony France, venu rencontrer les 311 salariés avant la fermeture de l'usine, a été séquestré pendant la nuit du 12 au 13 mars, en compagnie de son directeur des ressources humaines. Deux semaines plus tard, Luc Rousselet, cadre dirigeant de 3 M France, subissait le même sort sur le site de Pithiviers (Loiret). En jeu: 110 suppressions de postes sur 235. A Saint-Etienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), c'est une machine que les 56 employés de l'imprimerie Offset numérique, licenciés fin janvier pour cause de liquidation, ont prise en otage pendant un mois. "On était 27 à se relayer, jour et nuit, devant l'usine pour empêcher son déménagement", raconte Florence Sainsaulieu, receveuse-encarteuse et déléguée CGT. Elle et ses camarades ont arraché 261 000 euros d'indemnités à se partager.

38 ouvriers de l'équipementier automobile Preciturn, à Thiers (Puy-de-Dôme), ont, eux, occupé les locaux lyonnais de SBS Factor, la filiale d'affacturation de la Royal Bank of Scotland, le 2 mars. Leur objectif: obtenir le refinancement de 300 000 euros de factures pour sauver 133 emplois.

**Comment affronter la police sans risques**

Affronter les forces de l'ordre, ça s'apprend. En perspective des manifestations anti-Otan prévues à Strasbourg les 3 et 4 avril, certains "rebelles" s'entraînent. Le 13 février, L'Express a assisté à cette étonnante préparation.

Dans les locaux parisiens d'une association humanitaire, une vingtaine de "stagiaires" se plient à un jeu de rôle que dirige Xavier Renou, 35 ans, leader du collectif les Désobéissants, qui affiche une quinzaine de membres actifs et 4000 contacts "mobilisables". Dix "activistes" échafaudent une barricade de tables et de chaises, afin de protéger un lieu culturel alternatif promis à la démolition. Après sommation, dix "policiers" la démontent et évacuent les manifestants manumilitari. Non sans mal. Autour d'un pilier en béton, les "activistes" se sont accrochés les uns aux autres avec des "armlocks", des tubes métalliques dans lesquels on glisse les bras.

Renou distille ses conseils. Règle n°1: garder la maîtrise de soi. "Évitez les gestes brusques pour ne pas provoquer les policiers, lance-t-il. Et si vous vous débattez pendant qu'ils vous embarquent, votre tête risque de cogner le sol." Règle n°2: filmer et photographier, "pour prouver que la violence n'est pas de votre côté, et fournir des images aux médias".

l'affrontement avec la police." La revue Outrage, éditée par des étudiants libertaires lyonnais, offrait récemment une "fiche pratique pour apprendre à voler" dans les grandes surfaces.

**Grèves, blocages routiers, séquestration de dirigeants,**

**manifestations:** depuis l'automne, les 550 salariés de la Société bretonne de fonderie et de mécanique de Caudan (Morbihan) ont tout tenté, tout risqué, pour éviter un plan social. "Le 9 février, nous avons dû protéger les deux représentants de la direction venus au palais des congrès de Lorient pour un comité d'entreprise extraordinaire, raconte René Le Bourvellec, secrétaire (CGT) du comité d'entreprise. Sinon, ils se seraient fait lyncher sur place!"

Chez le câblo-opérateur Numéricâble, du 5 janvier au 20 mars, 40 vendeurs ont mené une guérilla contre la direction, accusée de mettre en oeuvre un plan social déguisé. Avec le soutien des Désobéissants. "Nous étions tentés par une révolte désespérée, confie Abdelkrim Madjahdi, porte-parole des grévistes. Ils nous ont conseillé des actions non violentes." Mais tout de même musclés: le 12 février, les protestataires ont envahi les bureaux des ressources humaines de Numéricâble, à Champs-sur-Marne (Seine-et-Marne).

**Ceux qui cherchent l'affrontement**

Martin, 33 ans, est l'un de ces "anarcho-autonomes" dont les pouvoirs publics redoutent la capacité de nuisance. "On est les émeutiers de service, reconnaît-il. En période d'agitation sociale comme aujourd'hui, notre capacité d'action est plus importante. Mais attention: nous sommes l'étincelle, pas le baril de poudre!"

Combien sont-ils en France, lui et ses amis? L'étudiant au crâne rasé et à la chemise à carreaux sourit. "Environ un millier, dont 200 à Paris. Des jeunes, souvent étudiants, attirés par la vie en communauté, qui vivent dans des squats et s'engagent dans le soutien aux sans-papiers ou au mouvement anticarcéral!" Ils ont leurs publications (L'Envolée, Asymétrie - "bulletin communiste pour la guerre civile"- Vidange, Meeting - "revue internationale pour la communisation"- Cette semaine) et leurs livres cultes (La Théorie du bloom et L'Insurrection qui vient). Deux ouvrages attribués à Julien Coupat, suspect n° 1 dans l'opération de sabotage qui a paralysé le réseau des TGV dans la nuit du 7 au 8 novembre 2008. Selon les enquêteurs, il serait l'une des têtes pensantes de l'anarcho-autonomie.

Ce qui distingue les autonomes des autres courants de l'extrême gauche? "L'attachement à l'illégalité en tant que principe révolutionnaire, indique Martin. On squatte des immeubles, on vole dans les supermarchés, on cherche



5

Strasbourg. Le 8 mars, des opposants à l'Otan préparent la manifestation prévue le 4 avril, à l'occasion du 60e sommet de l'organisation.

Maximilien, 21 ans, l'assure: il n'ira pas au sommet de l'Otan des 3 et 4 avril, à Strasbourg, pour "branler les mouches", mais pour défier les policiers. "Les manifestations de rue classiques ne m'intéressent pas", lâche cet étudiant en géographie lyonnais. Il n'en est pas à son coup d'essai. Il a fait le voyage de Vichy, les 3 et 4 novembre 2008, afin de protester contre la tenue de la Conférence européenne de l'intégration. Une démonstration de force qui s'était terminée en course-poursuite entre des policiers armés de flashballs et plusieurs centaines d'activistes.

"Certains militants veulent fracasser des flics rien que pour le plaisir d'un jet d'adrénaline; d'autres croient même que cette confrontation peut changer la société", critique Quentin, étudiant en histoire à Lyon. Pour ce membre de la Coordination des groupes anarchistes, une scission de la Fédération anarchiste, il y a violence et violence: "J'engueule celui qui casse la vitrine d'un fleuriste, mais je comprends celui qui fracasse celle d'une grande banque." Nuance.

Parmi les 8000 à 10 000 activistes anti-Otan attendus à Strasbourg, il y aura des "autonomes" et des "organisés", ceux qui veulent "foutre le bordel" et ceux qui échafaudent de véritables stratégies "militaires". Tous pourront s'abriter derrière la BAC. Pas la Brigade anticriminalité, mais la Brigade activiste des clowns. Car les adeptes de la castagne ont observé que les forces de l'ordre tapent moins fort sur des manifestants grimés. Les cohortes de la BAC, très rodées, se positionnent donc en tête des manifestants pour désarçonner les forces de l'ordre. Rendez-vous est pris le 3 avril, dans la capitale alsacienne.

### L'arme du droit

Le droit est -parfois- le meilleur ami des rebelles version 2009. Les squatters de Jeudi noir, notamment, savent tirer profit de ses arcanes. En théorie, il suffit d'occuper quarante-huit heures un logement pour que le propriétaire ne puisse plus demander une expulsion en flagrant délit. Après ce délai, il lui faut une décision judiciaire pour obtenir l'évacuation. Les militants de Jeudi noir s'engouffrent donc dans la brèche.

Pour improviser des buffets dans les rayons des grandes surfaces, les rebelles de l'Appel et la pioche ont, eux, recouru à deux avocats, Mes Arié Alimi et Patrick Klugman. Leur astuce? Avoir déniché le vieil article 1587 du Code civil: "A l'égard du vin, de l'huile et des autres choses que l'on est dans l'usage de goûter avant d'en faire l'achat, il n'y a point de vente tant que l'acheteur ne les a pas goûtés et agréés."

En cas d'affrontements prévisibles avec les forces de l'ordre, un "groupe de solidarité anti-répression" est constitué. C'est déjà le cas pour le contre-sommet de l'Otan des 3 et 4 avril, à Strasbourg. Comme souvent, chaque manifestant inscrira sur son bras le numéro de téléphone d'un avocat. Au cas où...

Koch François